WORLD POLICY CONFERENCE

Sommaire

MISSION	page 1
MESSAGE DU FONDATEUR	page 2
APERÇU DES DÉBATS	page 5
BASE DE DONNÉES	page 2
ORGANISATION	page 2

www.worldpolicyconference.com













Les
réunions
en trois
formats, sessions
plénières, ateliers
et déjeuner/
dîners-débats,
sont articulés
autour de l'idée
d'une interaction
constructive
public-privé au
plus haut
niveau.



























MISSION

Fondée en 2008, la *World Policy Conference* (WPC) est une organisation indépendante qui a pour objectif de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects, afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations.

Sa réunion annuelle, de dimension humaine, rassemble des personnalités de haut niveau originaires des cinq continents - dirigeants politiques et économiques, représentants de la société civile, chercheurs et journalistes - dans un climat de confiance et un esprit de tolérance, pour réfléchir, débattre et proposer des solutions constructives aux grands enjeux régionaux et internationaux.

Message du fondateur



Sans doute les historiens retiendront-ils l'année 2008, celle où le monde a failli basculer dans une nouvelle grande dépression, comme point de départ du XXIe siècle. Après les illusions consécutives à la chute du communisme, il est devenu clair aux yeux de tous que le maintien d'un système international ouvert et pacifique n'allait nullement de soi. La raison d'être de la WPC, dont la première édition s'est tenue en octobre 2008, au lendemain de la faillite de Lehman Brothers, est de contribuer à renforcer la gouvernance mondiale et en particulier à éviter le retour à des catastrophes comme celles qui ont marqué le XXe siècle.

Le diagnostic qui sous-tend notre action repose sur cinq considérations interdépendantes :

1- La cause fondamentale de la mondialisation est la révolution des technologies de l'information et de la communication, dont le dernier avatar est l'émergence de l'économie des Big data. Cette révolution a apporté d'immenses bénéfices et beaucoup de promesses, mais également au moins deux menaces majeures. Elle a renforcé l'instabilité du système international dans son ensemble, en multipliant les interdépendances non-linéaires (non-proportionnalité des causes et des effets) et donc les risques d' «effets papillons», dans tous les domaines. Également, elle a engendré une explosion des inégalités, plus encore à l'intérieur des pays qu'entre eux. Or, on sait depuis au moins Platon que la justice est à la base de la politique. Ce n'est pas seulement une question de morale : l'injustice accroît l'instabilité structurelle. La lutte contre les excès d'inégalité

est ainsi devenue un enjeu majeur de gouvernance.

2-Le monde reste profondément hétérogène. Alors que la mondialisation a pu donner superficiellement l'impression que nous évoluons tous au même rythme, et donc que l'histoire est abolie, la réalité est différente. Les blessés de la guerre froide et de l'interdépendance se raidissent et se mettent passionnément à la recherche de leur identité, quitte à sombrer dans le nationalisme ou d'autres formes éventuellement meurtrières, voire suicidaires, d'affirmation collective. Le renouveau des nationalismes se manifestent actuellement en Europe autour de la Russie, et en Asie de l'Est autour du triangle Chine-Japon-Corée. Ouant aux autres formes de recherche d'identité, il suffit de rappeler la manipulation de la religion à des fins politiques, notamment au Moyen-Orient. Les qualités majeures d'une bonne gouvernance sont d'encourager le développement du dialogue et donc de l'empathie, de favoriser les mesures de confiance. de cultiver la tolérance et la diplomatie, de réduire les risques de spirales négatives et de pertes de contrôle. En particulier, c'est en donnant un bon exemple – ce qui hélas est très loin d'être toujours le cas – que les Occidentaux pourraient le mieux promouvoir leurs valeurs, et non, comme ils n'ont cessé de le faire depuis la chute de l'Union soviétique, en donnant des lecons aux autres et en menant des combats idéologiques aux relents néo-impérialistes, dont l'issue est trop souvent un surcroît de malheur pour les populations directement concernées par les crises.

3-Les risques majeurs liés à l' «effet papillon» existent dans des domaines divers : catastrophes naturelles avec des effets engageant plus ou moins la responsabilité humaine (Fukushima...), dérèglements climatiques plus ou moins anthropiques, révolutions, terrorisme, criminalité transnationale – en particulier cybercriminalité – phénomènes migratoires non-maîtrisés, écroulement des systèmes de protection sociale sous l'effet du vieillissement ou de pandémies, crises alimentaires, crises financières, etc. Un objectif majeur de la gouvernance mondiale doit être de s'organiser collectivement en amont (typiquement dans des domaines comme l'énergie et la finance) pour mieux prévenir les risques identifiables, et pour en traiter rapidement les conséquences, en cas d'échec de la prévention.

4-La tâche est compliquée en raison de l'absence de leadership, ce que certains expriment en disant que le monde est devenu « zéro-polaire». La construction d'un système de gouvernance approprié à un tel monde suppose, au niveau global, de parvenir à un équilibre entre l'ONU, les autres institutions internationales (FMI, Banque mondiale...), et des groupes Gn (les plus en vue actuellement sont le G7 ou G8 et le G2o), constitués pour traduire – dans le cadre d'un minimum de valeurs partagées – un bon compromis entre les exigences partiellement contradictoires d'efficacité et de légitimité. Particulièrement importantes pour l'appartenance à ces groupes sont les puissances moyennes, désireuses et capables de consacrer des ressources à la

stabilité structurelle du système international, au-delà de leurs intérêts immédiats. Dans le même esprit, une bonne gouvernance mondiale suppose de bons sous-systèmes de sécurité régionale. Beaucoup reste à faire dans ce domaine. La construction de la gouvernance mondiale passe aussi par le brassage des traditions juridiques issues des grandes civilisations et par l'élargissement du droit international à des domaines nouveaux et en pratique fort délicats, comme la justice pénale internationale ou la responsabilité de protéger. À tous les niveaux, la gouvernance mondiale n'est pas le seul fait des États, mais doit associer d'autres unités actives, souvent essentielles pour son effectivité, à commencer par les entreprises. Tout cela sans négliger l'interaction avec les autres segments de la société civile. 5-Malgré ses défauts et ses faiblesses, aussi bien dans l'ordre économique que dans l'ordre politique, l'Union européenne mérite de retenir l'attention à l'échelle planétaire, en tant que processus d'élaboration d'un nouveau type d'unité politique. Celui-ci est fondé sur un partage volontaire de souverainetés entre des pays qui, dans leur mode d'interaction, insistent pardessus tout sur l'idée de réconciliation. Pour qu'un tel processus puisse perdurer et préfigurer un monde où les frontières auront irréversiblement changé de nature, il importe non seulement de préserver les identités nationales des pays membres, mais de les approfondir, ce qui n'est qu'apparemment paradoxal. La même démarche vaut a fortiori pour le «dialogue des religions » et plus généralement le « dialoque des civilisations »,

dialogues qu'il est indispensable de mener en profondeur pour la consolidation dans le temps d'une gouvernance mondiale dique de ce nom.

La WPC s'inscrit dans un mouvement sans précédent historique, dont pourrait émerger une société civile mondiale, capable de renforcer une communauté internationale encore très balbutiante. Avec sa septième édition à Séoul en décembre 2014, la WPC atteint l'âge de raison, en même temps qu'elle devient complètement globale, conformément à sa vocation. Au cours des six années écoulées, nous avons abordé de façon sérieuse et responsable la plupart des thèmes suggérés par les considérations qui précèdent. Pour les temps à venir, notre ambition est de les approfondir et de les compléter, avec des participants de tous horizons, privés et publics, dont le rayonnement personnel et institutionnel permettra au club que nous constituons désormais de peser au meilleur niveau dans un débat vital pour l'humanité.

A===

Thierry de Montbrial 20 avril 2014

APERÇU DES DÉBATS



ÉCONOMIE ET FINANCE

La première réunion de la WPC s'est tenue début octobre 2008, juste au paroxysme de la plus forte crise financière que le monde ait connue depuis 1939. Cette conjonction apportait, dès le départ, une justification éclatante à la raison d'être de la WPC qui est d'œuvrer à l'élaboration d'une gouvernance mondiale réelle et efficace. Au cours des 5 réunions qui ont suivi, et jusqu'à maintenant, les travaux de la WPC ont accordé une large part à l'évolution et à la résolution de cette crise. Elle avait débuté en juillet 2007 avec la crise des hypothèques à haut risque (subprimes), œuvre des banquiers aux États-Unis qui en avaient sous-estimé les risques. Ont suivi une pénurie de liquidités et une crise du crédit qui se sont propagées dans le monde entier avec le spectre d'un effondrement de la pyramide financière.

Pour les intervenants, cette crise, financière puis économique, a sonné le glas des dogmes ultralibéraux, des marchés "intelligents", de l'idéologie de la dérégulation totale et de la gouvernance monétaire laxiste à la Greenspan, qualifiée de "géniale". L'équation de Fukuyama (démocratie + économie de marché => paix + prospérité) était en défaut. Au cours des années suivantes, parmi les causes de la crise, les intervenants citèrent le secteur financier surdimensionné, la volatilité excessive des flux de capitaux, les grands déséquilibres macroéconomiques mondiaux et les taux de change instables ou inadéquats. La crise a eu pour effet de révéler certaines faiblesses européennes, comme son hétérogénéité économique et le niveau trop élevé de la dette et du chômage dans certains États.

La résolution de la crise signa le grand retour des États dont l'intervention massive permit d'éviter une dépression encore plus grave que celle de 1929. Ils durent adopter des mesures non conventionnelles d'une ampleur sans précédent pour fournir des liquidités au système bancaire menacé de faillite. Lors de notre première réunion, la préoccupation principale était d'empêcher tout retour d'une pareille crise. La principale innovation de gouvernance fut la transformation du G20. fin 2008, en instance de pilotage financier et économique mondial, réunissant pour la première fois les chefs d'États ou de gouvernements dans la perspective de réformer le système financier international avec l'élaboration de nouvelles "règles". Dix pays émergents y participent en raison de leur poids économique et financier. Le FMI, le Conseil de stabilité financière (CSF), la BRI et la Banque mondiale ont fait l'objet de réformes. En Europe, la BCE va disposer d'un mécanisme de supervision unique supranational et l'Union bancaire européenne s'occupera de la résolution des crises bancaires. En 2013, on estime que la crise a été maitrisée et que des réformes considérables ont été réalisées, mais il reste beaucoup à faire. D'importants déséquilibres réels et financiers subsistent nécessitant une diminution des dépenses publiques et de l'endettement du côté des pays déficitaires, et une augmentation des importations du côté des pays excédentaires. Les réformes du G20 et des grandes institutions financières internationales doivent se poursuivre, les décisions doivent être appliquées et les résistances surmontées. Mais globalement l'optimisme est revenu en matière de stabilité financière et de croissance économique.

INTERVENANTS: Josef Ackermann, Joaquin Almunia, Lourdes Aranda, Nicolas Barré, Marek Belka, Henri de Castries, Chang Dae-Whan, Benoît Coeuré, Kemal Dervis, Arkadi Dvorkovitch, Jean-Pierre Elkabbach, Jacob Frenkel, Jeffry Frieden, Ángel Gurría, Gikas Hardouvelis, Philippe Hildebrand, Il Sakong, Donald Johnston, Haruhiko Kuroda, Bruno Lafont, Pascal Lamy, André Levy-Lang, Susan Liautaud, John Lipsky, Alessandro Merli, Jacques Mistral, Mario Monti, Eliane Mossé, Wolfgang Munchau, Françoise Nicolas, Constantin von Oesterreich, Yoichi Otabe, Fathalla Oualalou, Pier Carlo Padoan, Quentin Peel, Peter Praet, Tommaso Padoa-Schioppa, Ana Palacio, David de Rothschild, Riad Toufic Salamé, Gordon Smith, Herbert Stepic, John Thornhill, Jean-Claude Trichet, Xavier Vidal-Folch, Nicolas Véron, Lionel Zinsou.



GÉOPOLITIQUE

La fin de la seconde guerre mondiale a marqué la fin des grandes guerres de conquête. On espère que la chute du communisme ait mis fin aux guerres à base idéologique, cependant des foyers de contestation territoriale subsistent. On observe aussi des conflits ethniques ou religieux, pas nécessairement liés à des frontières, des luttes d'influence et des luttes pour les ressources énergétiques. Les États-Unis, première puissance militaire, ne veulent plus gérer les crises du monde et la Chine reste souvent en retrait sur le plan diplomatique. Le monde bipolaire du siècle dernier, devenu unipolaire après la chute de l'URSS, est maintenant zéro-polaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU est censé exercer la gouvernance mondiale pour la résolution des conflits entre États mais le système de vétos auguel il est astreint le paralyse souvent.

Le conflit territorial dont on a le plus débattu à la WPC est le problème israélo-palestinien. Sa persistance résulte probablement de la radicalisation des protagonistes, du manque de volonté politique des États-Unis, qui sont les médiateurs incontournables, et de l'indifférence d'une grande partie de la communauté internationale. En ce qui concerne les printemps arabes, dès 2011 nos intervenant les ont salués comme des victoires sur les dictatures, même si les suites sont encore chaotiques. Pour la Syrie, ils pensaient qu'une révolution de plus était en route mais, dès 2012, les divisions de l'opposition et les désaccords avec la Russie ont déçu ces espoirs. À propos de l'Iran, en 2008 on parlait de possibilité d'intervention militaire occidentale. En 2013, après les élections, les premiers accords furent signés avec les Occidentaux, on l'espère prémices d'une normalisation. En Afrique, on assiste plutôt à des conflits à résonnance ethnique ou religieuse, en particulier avec l'islamisme extrémiste.

Les interventions françaises au Mali et en RCA, sous l'égide de l'ONU, ont pour objectif d'empêcher des guerres civiles où la dimension religieuse n'est pas absente.

En Asie, l'Afghanistan n'est pas pacifié. Le Pakistan revendique toujours une partie du Cachemire contrôlée par l'Inde, mais on estime peu probable l'éclatement d'un conflit ouvert. Les iles Kouriles sont toujours revendiquées par le Japon. La Chine a défini, en 2013, une zone d'identification de défense aérienne, située en mer de Chine orientale, qui recouvre les îles Senkaku (Diaoyu) qu'elle revendique probablement pour leurs ressources supposées en pétrole et en gaz. Cela crée une forte tension avec le Japon et les États-Unis. La Corée du Nord, pays communiste et féodal, possède l'arme nucléaire et bénéficie du soutien de la Chine. La réunification de la Corée paraît vraisemblable, mais dans un avenir indéterminé. Les tensions entre le Japon et la Corée sont également préoccupantes.

En ce qui concerne l'Europe, l'UE a atteint son objectif de paix. Mais, dans la partie orientale de l'Europe, certains territoires de l'ex-URSS hésitent entre un rapprochement avec l'UE ou avec la Fédération de Russie.

C'est le rôle de la diplomatie d'empêcher les conflits armés, quel qu'en soit le cadre. Les relations bilatérales et les organisations régionales sont également importantes, comme le Conseil de coopération régionale pour les Balkans occidentaux, qui pourrait servir de modèle pour le Golfe persique. L'ONU, avec le Conseil de sécurité, reste le système indispensable au maintien du droit international. Tout le monde pense qu'il doit être réformé pour devenir plus représentatif et plus efficace, mais personne ne trouve la formule idéale. Le statu quo va durer encore longtemps.

INTERVENANTS: Masood Ahmed, S.A.R. Prince Turki Al-Faisal, Alain Antil, Schlomo Avineri, Robert Badinter, K. Shankar Bajpai, Ehud Barak, Denis Bauchard, Mohammed Bedjaoui, Christophe Bertossi, Mehmet Ali Birand, Robert Blackwill, Christophe Boltanski, Jean-Bernard Cadier, Brahma Chellaney, Adrian Dellecker, Christopher Dickey, Etienne de Durand, Yury Fedotov, Khadija Mohsen Finan, Amine Gemayel, Renaud Girard, Robert Glasser, Marshall Goldmann, Thomas Gomart, Juan Manuel Gómez-Robledo V., Elisabeth Guigou, Han Sung-Joo, Hakim Ben Hammouda, Marc Hecker, Shireen Hunter, Mo Ibrahim, Yutaka Iimura, Igor Ivanov, Vincent Jauvert, Yang Jiemian, Sergei Karaganov, Jin Roy Ryu, Edem Kodjo, Bassma Kodmani, Olivier Louis, Roderick MacFarquhar, Kishore Mahbubani, Mona Makram Ebeid, Moulay Driss Mdaghri, Amr Moussa, Titus Naikuni, Mayan-kote Kelath Narayanan, Valérie Niquet, Sari Nusseibeh, Shotaro Oshima, Volker Perthes, Jordi Pujol, Itamar Rabinovich, Jean-Luc Racine, Adam Daniel Rotfeld, Eberhard Sandschneider, Yukio Satoh, Dorothée Schmid, Henry Siegman, Jean-Michel Severino, Meir Sheetrit, Tidjane Thiam, Anatoly Torkunov, Michael Yeoh, Yusuf Wanandi, William Zartman.



RISQUES MAJEURS

Les risques majeurs sont de natures diverses, mais caractérisés par leur impact mondial potentiel. Ils sont une préoccupation constante de la WPC depuis son origine en ce qui concerne leur identification, les moyens de prévention éventuels, et les mesures à prendre en cas de catastrophes.

Une classification des risques a été proposée selon le degré de responsabilité des hommes. On aurait ainsi : 1 - ceux qui résultent d'une action humaine délibérée : par exemple, actes terroristes importants, conflits internes ou externes, cyberattaques majeures ; 2 - ceux résultant d'une action humaine non intentionnelle : mauvaises gestions de la finance, de la société, épuisement des ressources rares, du pétrole, démographie non maitrisée, vieillissement, réchauffement climatique : 3 - ceux qui ne proviennent pas directement d'actions humaines : risques naturels, maladies infectieuses ou émergentes. On pourrait aussi distinguer les risques potentiels, susceptibles de ne jamais se concrétiser, comme une nouvelle maladie majeure ou la chute d'une météorite, et les risques certains, qu'il faudrait plutôt qualifier de problèmes, comme le vieillissement, le réchauffement climatique ou l'épuisement de ressources naturelles.

Les compagnies d'assurance travaillent à l'identification des risques mais parfois certains ne sont pas reconnus ou mal évalués. Ainsi la catastrophe de Fukushima n'avait pas été prévue en raison d'une sous-estimation de l'ampleur des tsunamis. Il est significatif qu'avant 2011, la WPC n'avait pas pris en compte les tsunamis dans les risques majeurs. Dans un autre domaine, la crise financière de 2008 n'avait pas été anticipée en raison de la vision dominante sur l'autorégulation des marchés.

À la variété des risques répond une variété de mesures possibles pour les prévenir ou pour en limiter les conséquences.

Ainsi, une attaque terroriste majeure, éventuellement informatique, est prévisible, avec de graves conséquences. Seuls certains pays comme Israël, la Suède ou la Pologne sont bien préparés pour contrer des attaques informatiques d'envergure. Car pour l'Internet, il n'y a pas de gouvernance globale et pas de défense globale. Dans un tout autre domaine, les combustibles fossiles, qui produisent plus de 80 % de l'énergie, sont des ressources épuisables et d'autres sources d'énergie devront prendre la relève. C'est un défi majeur pour l'humanité. Des solutions sont envisageables, comme le solaire thermique, mais il faudrait encore investir énormément dans la recherche.

Le réchauffement climatique aura des conséquences multiples et catastrophiques sur l'agriculture, la santé, les populations côtières etc. On sait quelles mesures mondiales il faudrait prendre, mais elles font l'objet d'âpres discussions et marchandages tant elles s'opposent aux intérêts économiques et financiers. La raréfaction des ressources demandera un recyclage généralisé et une consommation plus maitrisée. L'accroissement démographique très rapide, qui concerne en premier lieu l'Afrique, exigera une forte augmentation de la production agricole qui pourrait être obtenue par une irrigation plus systématique, la culture d'OGM et l'utilisation judicieuse d'engrais. Pour les maladies infectieuses ou émergentes, on dispose de réseaux d'alerte mais une coordination mondiale pour une recherche ciblée serait nécessaire, surtout pour les maladies émergentes.

Nous n'avons pas détaillé tous les risques majeurs dont les différentes réunions de la WPC ont discuté. Il ressort que pour faire face à la plupart des risques majeurs, une gouvernance ou au moins une coordination mondiale serait plus efficace que des actions dispersées.

INTERVENANTS: Godefroy Beauvallet, Christian Bréchot, Michel Camdessus, Jean-Yves Cartanfan, Philippe Chalmin, Jérôme Contamine, Richard Cooper, Daniel Dăianu, François Danel, Christopher Delgado, Louise Fresco, Hervé Gaymard, Brent Habig, Steve Howard, Markos Jank, Jane Karuku, Thomas Kirkwood, Petra Laux, Aline Leboeuf, Dominique Moïsi, Cherif Rahmani, Luc-François Salvador, José Graziano da Silva, Tadakatsu Sano, Mostafa Terrab, Yashwant Thorat, Kairat Umarov, Córdoba Villalobos, Thomas Wellauer, James Wolfensohn, Raphael Wittenberg, Qu Xing, Igor Yurgens, Andrey Zolotov, Mahama Zoungrana.

Nous avons besoin d'une énergie plus propre pour tous. Pour y parvenir il faut considérer non seulement l'accès à l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement mais aussi le réchauffement climatique et la responsabilité de ce réchauffement. Christophe de Margerie

ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

Tout le développement de l'activité humaine dépend de l'énergie. Depuis 30 ans, le bouquet énergétique mondial est composé à 82 % de combustibles fossiles. Ceux-ci présentent deux inconvénients majeurs. Le premier, c'est leur caractère limité. Le second c'est leur impact négatif sur l'environnement. Un troisième problème vient du fait que les plus grosses réserves d'hydrocarbures se trouvent dans des zones géographiques sensibles : Moyen-Orient, Afrique, Amérique du sud, Russie... Par exemple, l'Europe, et en particulier l'Allemagne, dépendent largement du gaz russe, ce qui entraine une interdépendance.

Les besoins énergétiques mondiaux vont doubler d'ici 2050. On estime que 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité. Les réserves de combustible sont estimées à 120 ans pour le charbon, 60 ans pour le gaz naturel et 50 ans pour le pétrole. L'exploitation, maintenant possible, du gaz et du pétrole de schiste, qualifiée de révolution par certains, va changer la donne en matière d'énergie. Les réserves sont énormes et bien réparties.

Mais le plus gros problème actuel est celui de l'impact des énergies fossiles sur l'environnement. L'émission de gaz à effet de serre (GES), en particulier du CO2, induit un réchauffement de l'atmosphère qui pourrait atteindre 5 degrés à la fin du siècle, ce qui aurait des conséquences catastrophiques sur le climat, le niveau des mers, l'eau, l'agriculture, la santé et une montée des phénomènes extrêmes, etc. Les solutions sont de trois types, mais complémentaires. La première, c'est de consommer moins d'énergie en changeant nos modes de vie et en augmentant l'efficacité énergétique. La seconde, c'est d'utiliser des énergies renouvelables. On dispose déjà d'énergie hydro-électrique, limitée, et de celle provenant de

la biomasse. L'énergie nucléaire a souffert des accidents de Tchernobyl et surtout de Fukushima, mais l'intérêt renait pour ce type d'énergie. Les énergies éolienne et photovoltaïque, qui paraissaient prometteuses lors de nos premières réunions, sont maintenant critiquées en raison de leur intermittence et de leur coût alors qu'un espoir viendrait des centrales solaires thermiques. La troisième solution consiste à enfouir sous terre une partie du CO2 émis, ce qui a un coût.

Au niveau international, l'ONU joue un rôle essentiel avec, dès 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du sommet de Rio. Chaque année, la conférence des parties (COP), en poursuit les négociations. En 1997, le protocole de Kyoto, premier dispositif contraignant, a imposé une diminution de 5 % des émissions de GES entre 2008 et 2012 et mis en place un marché international du carbone. L'accord de Copenhague de 2009 prévoit de limiter le réchauffement à 2 degrés. Mais ces réunions sont considérées comme des demi-échecs dans la mesure où quelques pays bloquent les avancées. De plus, les coûts se traduiraient par une perte de compétitivité que personne ne veut assumer seul. Dans ce sens, le progrès viendra plutôt d'approches sectorielles.

Globalement les intervenants estiment que les pays sont de plus en plus conscients de la gravité de la situation. Les avis sont partagés sur la mise en place d'une organisation mondiale dédiée. De toutes façons il faudra gérer une transition énergétique au niveau mondial, et à d'autres niveaux. Il est indispensable d'investir massivement dans la recherche pour développer de nouvelles technologies qui permettront de se passer finalement des énergies fossiles.

INTERVENANTS: Fernando Alvarez del Rio, Yukiya Amano, Jun Arima, Thomas Becker, Amina Benkhadra, Richard Bradley, Natacha Butler, André Caillé, Scott Charney, José Angel Córdoba Villalobos, Paal Frisvold, Jim Hoagland, Maria van der Hoeven, Maïté Jauréguy-Naudin, Jean de Kervasdoué, Manoelle Lepoutre, Bruno Lescoeur, Jacques Lesourne, Jean-David Levitte, Alexander Likhotal, Christophe de Margerie, Mohammed Tawfik Mouline, Alexei Pushkov, Cherif Rahmani, William Ramsay, Anil Razdan, William Reilly, Kristina Rüter, Kevin Sara, Narendra Taneja, Chris Viehbacher, Thomas Wellauer, Bruno Weymuller.



GOUVERNANCE DU NUMÉRIQUE

Depuis sa troisième réunion, en 2010, la WPC s'intéresse à la gouvernance de l'Internet en raison de la place plus en plus grande qu'il occupe dans la plupart des activités humaines privées et professionnelles et comme acteur central de la mondialisation, mais aussi en raison des utilisations criminelles qu'il permet.

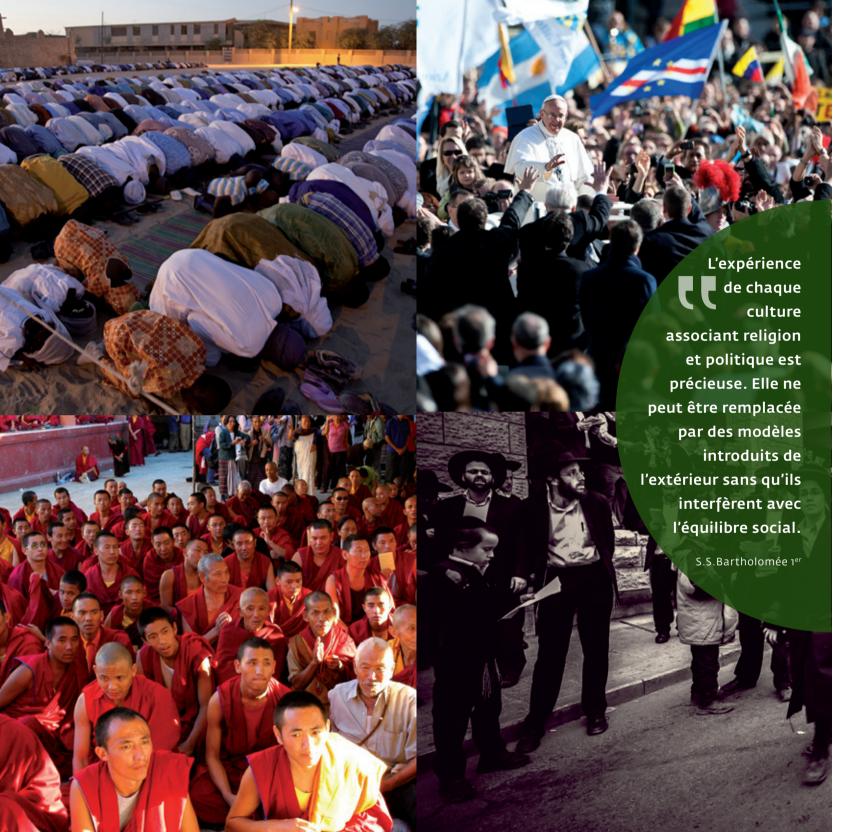
L'Internet est un réseau électronique redondant qui a été concu à l'origine par l'armée américaine pour assurer les communications après une éventuelle attaque nucléaire sur les États-Unis. C'est maintenant un réseau public et gratuit qui permet le transfert quasi-immédiat de données à travers le monde. En 2010 le monde comptait près de 2 milliards d'internautes. En 2015, ils seront plus de 3 milliards. De plus en plus de domaines d'activité deviennent dépendants de l'Internet. C'est un facteur de liberté et de progrès, mais son anonymat et l'absence de contrôles en font un outil de choix pour des utilisations malveillantes ou criminelles, pour la propagation de rumeurs ou d'idéologies. Des hackers créent des virus destinés à altérer son fonctionnement. La cybercriminalité réalise des profits énormes. Le cyberterrorisme cherche à faire des dégâts chez les cibles visées. Le cyber-espionnage est incessant. Des cyber-attaques peuvent être menées par des pays ou des groupes d'individus contre d'autres pays pour affecter ou désorganiser des domaines vitaux civils ou militaires.

Pour sécuriser l'Internet, il faudrait pouvoir contrôler son utilisation, c'est à dire exercer une certaine gouvernance. Ce réseau de réseaux décentralisés fonctionne grâce à l'ICANN qui gère le système des noms de domaine et 13 serveurs centraux DNS, et grâce au groupe de travail de l'ingénierie Internet qui développe les normes. De son côté, l'Union Internationale

des Télécommunications s'occupe aussi des normes et de la cybersécurité. Ce sont des gestions techniques, mais personne ne contrôle le contenu de l'Internet.

Chaque fois que la question de la gouvernance de l'Internet a été abordée par nos intervenants, cette difficulté est apparue. Une gouvernance globale ne semble pas être aisément envisageable techniquement et n'est pas acceptable pour beaucoup de pays. Les propositions de contrôle les plus réalistes consisteraient à conclure entre tous les pays des accords dans des domaines spécifiques, qui seraient mis en œuvre auprès des serveurs de chaque pays. Dans le passé, des pays comme la Russie ont proposé avec insistance une sorte de traité sur la guerre cybernétique. Mais on retombe rapidement sur la question de la vérification. De plus, les États-Unis s'opposent par principe à toute restriction de leur liberté. Par ailleurs, certains pays, comme la Chine, tentent d'exercer une gouvernance sur l'Internet à l'intérieur de leurs frontières, dans le but de limiter l'accès de leurs citoyens aux informations, ou pour prévenir toute action concertée contre le gouvernement. Certains pays sont opposés à tout contrôle parce que cela réduirait leur propre pouvoir de nuisance vis-à-vis d'autres pays. Ainsi, pour le moment, la défense s'organise au niveau des États, des fournisseurs d'accès, des entreprises et au niveau individuel pour les virus par exemple. Ces défenses sont fort coûteuses et doivent être sans cesse mises à jour car les attaques sont de plus en plus sophistiquées. De plus, la structure même de l'Internet, rend difficile, voire impossible, l'identification des auteurs d'actions délictueuses. La cybermenace est bien partie pour poser un problème majeur aux nations au XXIe siècle.

INTERVENANTS: François Barrault, Carl Bildt, Chang Dae-Whan, Steven Erlanger, Ulysse Gosset, Paul Hermelin, Nathalie Kosciusko-Morizet, Craig Mundie, Meir Sheetrit.



POLITIQUE ET RELIGIONS

Au cours des cinq premières réunions de la WPC, la religion avait été évoquée surtout au sujet de l'intégrisme islamiste. Celle de 2013 a comporté une session spécifique intitulée "politique et religions". En effet, aussi surprenant que cela puisse paraître, 85 % de notre monde actuel se définit en termes religieux et des interactions entre religion et politique existent, même hors des États religieux.

Au Moyen-Orient, le conflit israélo-arabe n'est pas véritablement religieux, mais il est le terreau de différents extrémismes islamistes. Gaza est contrôlé par les fondamentalistes du Hamas, et le Hezbollah libanais chiite affiche l'objectif de la destruction de l'État d'Israël. Une autre cause d'instabilité au Moyen-Orient est la rivalité entre chiisme et sunnisme, les deux courants principaux de l'Islam. L'Irak en est victime, et en Syrie, les Chiites et le Hezbollah soutiennent le régime de Bachar el-Assad alors que des réseaux privés alimentent les groupes islamistes sunnites. En 2011, en Égypte, les élections ont donné le pouvoir aux islamistes. En 2012, la dérive autocratique du pouvoir fut combattue par tous les opposants et en 2013, le régime islamiste s'est effondré sans avoir eu le temps de devenir une théocratie. Cependant, l'islam politique reste une réalité.

En Afghanistan, le Pakistan semble jouer un double jeu : allié des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme, il soutient des extrémistes musulmans et déstabilise le gouvernement afghan. En Asie, l'islamisme radical progresse rapidement. La Birmanie, l'Indonésie et le Sri Lanka sont pris dans des luttes impliquant la religion, et le conflit grandit entre le Bouddhisme et l'Islam. L'Inde est également confrontée à l'extrémisme islamiste soutenu par le Pakistan. En Europe, l'antagonisme christianisme/islam se manifeste encore dans les Balkans,

où, en 2004, les Albanais musulmans du Kosovo ont détruit 170 églises chrétiennes orthodoxes.

Au fil des siècles, l'Occident a réussi à séparer christianisme et politique. Mais une telle séparation ne s'est pas encore produite pour d'autres religions. Il existe encore des États religieux et d'autres où politique et religion interagissent fortement. La manipulation du religieux par le politique est une réalité contemporaine, et trop souvent à des fins destructrices. On le voit aujourd'hui dans le conflit centrafricain.

Depuis quelques décennies, la religion a entamé un retour en tant que force politique, peut-être parce que la mondialisation, en affaiblissant l'échelle nationale, ainsi que l'échec du communisme, ont conduit à un vide spirituel. La religion apparaît alors comme la seule alternative possible à la mobilisation des populations. Dans les pays de l'Est, après la chute du communisme, les populations se sont tournées massivement vers la religion. La Roumanie a bâti plus de 12000 églises, mais la morale n'a pas suivi.

Dans certains contextes, comme celui de l'immigration, les gens qui se sentent exclus se tournent vers l'extrémisme. Il faudrait alors réintroduire la dimension de la religion face à l'injustice et l'exclusion. La pauvreté est un terrain fertile pour pousser les gens vers le fondamentalisme. Ceci est bien exploité par les organisations terroristes qui font tout leur possible pour parvenir à imposer le fondamentalisme islamiste au monde. C'est une menace pour la paix, la stabilité et la coexistence. On pourrait dire que, globalement, on ne peut pas ignorer les interactions entre politique et religion, mais il apparaît que c'est la mauvaise politique qui fait le lit de l'intégrisme religieux. Les religions, quant à elles, doivent être plutôt des ferments de dialogue.

INTERVENANTS: Schlomo Avineri, S.S. Bartholomée I^{er}, Mehmet Ali Birand, Mircea Geoană, Manuel Hassassian, Bassma Kodmani, Mona Makram-Ebeid, Faisal Bin Muaammar, Sari Nusseibeh, Itamar Rabinovich, Pierre Morel, David Rosen, Marcelo Sanchez Sorondo, Mohammed Sammak, Meir Sheetrit.

souhaite que nous allions vers un monde multipolaire organisé, sous l'égide des Nations unies, avec des organisations 2010 régionales, dans le respect de lois internationales. Laurent Fabius INITED NATIONS (A) NATIONS UNIES

GOUVERNANCE MONDIALE

Les premières organisations internationales, Société des nations, ONU ou CECA, ont été créées pour éviter le retour des guerres entre les nations. On peut considérer que le maintien de la paix est le premier niveau de la gouvernance mondiale, sa première raison d'être.

Pendant les dernières décennies, le monde s'est profondément transformé grâce aux extraordinaires avancées technologiques qui permettent le transport des gens, des marchandises, des données et des informations. Ce monde, devenu village global, doit, comme toute construction humaine, être soumis à des règles par souci d'efficacité, d'équité et de sécurité. On a vu comment l'absence de toute régulation des marchés financiers a failli conduire à une catastrophe économique sans précédent, évitée de justesse grâce notamment à une action coordonnée par un groupe international, le G2o. Ce groupe est devenu une sorte de comité de pilotage de la coopération économique internationale. Il est considéré actuellement comme le pivot de la gouvernance mondiale. De nombreux autres organismes, la plupart sous l'égide de l'ONU, sont consacrés à la réglementation des divers aspects de la mondialisation. L'OMC, indépendante de l'ONU, est reconnue pour sa relative efficacité et pour son pouvoir contraignant. Cette gestion de la mondialisation est la seconde raison d'être d'une gouvernance mondiale.

L'emprise humaine s'exerce maintenant sur la globalité du monde. Cela crée certains problèmes globaux comme le réchauffement climatique qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur l'humanité entière. On pourrait y ajouter, entre autres, les questions de l'épuisement des ressources naturelles et de l'appauvrissement de la biodiversité. Ainsi, un troisième type de gouvernance mondiale est nécessaire,

concernant le développement durable et la préservation de notre environnement, mais il peine à se mettre en place en raison du coût des mesures qui devront être prises.

On pourrait définir un quatrième type de gouvernance mondiale qui se consacrerait au bien-être de l'humanité, qui devrait être l'objectif de toutes les entreprises humaines. Cette dimension se trouve implicitement dans les autres types de gouvernance globale mais des institutions spécifiques peuvent aussi exister. On peut y inclure le respect des droits de l'homme, avec la Cour pénale internationale, ou la promotion de la démocratie et de la justice sociale. Il est très préoccupant, par exemple, de savoir que l'essentiel des richesses de la planète est concentré dans les mains d'un pour cent de sa population. Cette forme de gouvernance ne s'exercerait pas vraiment au niveau international, mais il pourrait y avoir « incitation descendante » pour l'amélioration des politiques nationales.

Les réunions de la WPC permettent de faire un état des lieux des diverses organisations internationales qui prennent part à la gouvernance mondiale, d'évaluer leurs progrès, de proposer des solutions. Il apparaît de plus en plus que l'idée d'un gouvernement mondial est utopique et que la gouvernance mondiale, indispensable au bon fonctionnement de la société humaine, doit s'opérer aux divers niveaux de l'organisation de la société, au niveau des États, des ensembles politiques ou économiques, et d'institutions internationales plus ou moins spécialisées. Ces dernières doivent être conçues de façon à concilier représentativité et efficacité, équilibres difficiles à atteindre. Elles demandent un renoncement à certaines prérogatives nationales. Elles demandent de faire passer le bien commun avant les intérêts particuliers.

INTERVENANTS: Adil Abd al-Mahdi, S.A.S. Prince Albert II, Ahn Ho-Young, Martti Ahtisaari, Samir Aita, Assia Bensalah Alaoui, Fernando Alvarez del Rio, Joaquín Almunia, Yukiya Amano, Lourdes Aranda, Jean Paul Guevara Ávila, Ali Babacan, Ban Ki-Moon, Mohammed Bedjaoui, Stephen Breyer, Sean Cleary, Bertrand Collomb, Titus Corlăcean, Pascal Couchepin, Mireille Delmas-Marty, Kemal Dervis, Edward Djerejian, Stuart Eizenstat, Nambaryn Enkhbayar, Laurent Fabius, Taïeb Fassi Fihri, François Fillon, Heinz Fischer, Joschka Fischer, Michel Foucher, Fu Ying, Sylvie Goulard, Jean-Marie Guéhenno, Bernard Guetta, Arseni latseniouk, Toomas Hendrik Ilves, Yusuf Ziya İrbeç, Wolfgang Ischinger, Jaap de Hoop Scheffer, Karl Kaiser, Samuel Kaplan, Jean de Kervas-doué, Konstantin Kosachev, Charles Kupchan, Celso Lafer, Yves Leterme, Kerry Longhurst, Fyodor Lukyanov, Lord Mance, Christophe de Margerie, Pauline Marois, Dmitri Medvedev, Stjepan Mesić, Thierry de Montbrial, Mario Monti, Miguel Ángel Moratinos, Philippe Moreau-Defarges, Narayanan Murthy, Laurence Nardon, Susanne Nies, Raila Amolo Odinga, Yoichi Otabe, Fathalla Oualalou, Alassane Ouattara, Stéphane Paoli, Stewart Patrick, Quentin Peel, Amir Peretz, Volker Perthes, Jean Pisani-Ferry, Michael Posner, Hans Gert Pöttering, Jordi Pujol, William Reilly, Didier Reynders, Mary Robinson, Herman van Rompuy, Eberhard Sandschneider, Nicolas Sarkozy, Yukio Satoh, Jean-Marc Sauvé, Radoslaw Sikorski, Kanwal Sibal, Hans Stark, Serge Sur, Boris Tadic, Narendra Taneja, Hubert Védrine, Carlos Perez Verdia, Pierre Vimont, Antonio Vitorino, Abdoulaye Wade, Yusuf Wanandi, Wang Jisi.



La WPC dans l'histoire

Je suis convaincu que les peuples aspirent à la paix et à l'harmonie. Ils désirent coopérer ; faire des affaires et échanger leurs expériences dans les domaines de la culture et de l'éducation. Ils désirent se rencontrer et communiquer en tant que voisins et amis. Et je ne doute pas que ces facteurs humains se manifesteront encore judicieusement et avec force. [...]

Les gens devraient étudier la nouvelle Russie plutôt que de ranimer les fantômes soviétiques. [...] La force utilisée en dehors de la loi engendre inévitablement l'imprévisibilité et le chaos quand tout le monde commence à se combattre, comme ce fut le cas en Irak. [...] La vision euro-atlantique doit prendre maintenant un tour positif. Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien-fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide. Ce système devrait être identique pour tous les États, en n'excluant personne et sans zones avec des niveaux de sécurité différents. Il devrait contribuer à consolider la zone euro-atlantique dans son ensemble sur la base de règles du jeu uniques. Et il devrait assurer, sous une forme précise et légalement contraignante, des garanties pour notre sécurité commune pendant de nombreuses années.

Extraits du discours de Dmitri Medvedev, alors président de la Fédération de Russie - Évian, 8 octobre 2008

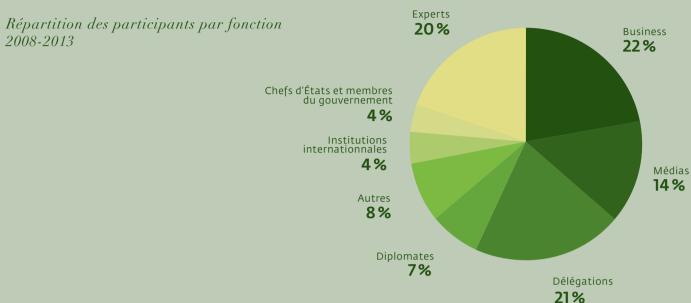
Une sorte de twitter
de la réunion de la Commission Trilatérale :
il semble y avoir un certain consensus entre les
Russes et les Occidentaux pour retracer les erreurs
de l'Occident vis-à-vis de la Russie, qui ont finalement
conduit aux actions de Poutine en Ukraine : la liste
des erreurs commence par l'indifférence totale qui a
accueilli les propositions que Medvedev avait faites
à la WPC d'Evian.

Karl Kaiser, Washington, 27 avril 2014

BASE DE DONNÉES

21

CHIFFRES CLÉS



Répartition géographique des participants 2008-2013



Appréciations des participants

Aujourd'hui, la gouvernance mondiale accroît les relations entre entreprises et autorités publiques. Il est important que ces interrelations donnent lieu à un dialogue. Et ce lieu fait que ce dialogue naît naturellement avec chacun.

Louis Schweitzer

La taille de la conférence était parfaite : assez grande pour être représentative des opinions minoritaires et suffisamment restreinte pour rester sélective.

Ana Palacio

Un des traits

les plus importants

de la World Policy Conference

est le facteur humain.

Jim Hoagland

J'ai beaucoup apprécié cette conférence.
Elle a eu une influence certaine sur ma façon
de penser dans un certain nombre de
domaines.

Donald Johnston

J'ai beaucoup appris de la conférence... tout ce que j'ai entendu est pertinent pour mon projet de recherche en cours.

Wang Jisi

Toutes les sessions de la conférence auxquelles j'ai assisté étaient de grande valeur et, en dehors de ces sessions, j'ai trouvé les rencontres et les discussions personnelles des plus instructives.

Lord Mance

Votre conférence a été un triomphe! J'ai beaucoup apprécié l'invitation. J'ai trouvé la qualité des intervenants et des participants exceptionnelle. Ces deux jours ont été stimulants et captivants et en outre, parfaitement organisés.

James Wolfensohn

Cette conférence présente une grande diversité. Il ne s'agit pas d'une conférence limitée mais d'une conférence sur le monde et sur sa politique. C'est tout à fait approprié car aujourd'hui il n'existe pas de politique étrangère sans politique économique et pas de politique économique sans relations internationales.

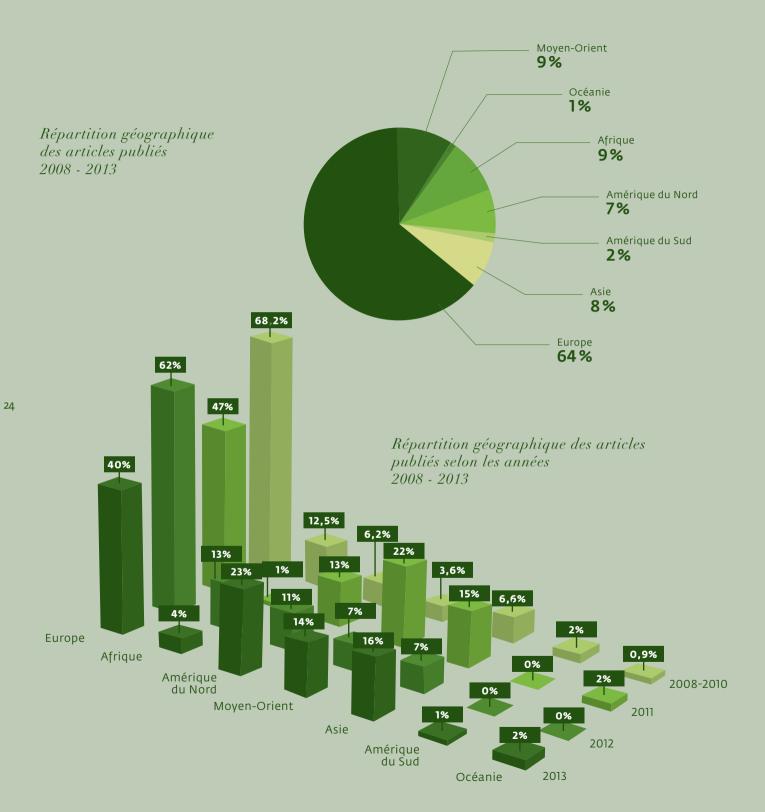
Comme les organisateurs l'ont reconnu, il est approprié que cette conférence rassemble des gens issus de divers systèmes politiques et professionnels et qui parlent différentes langues.

Jacob Frenkel

Cette année encore, pendant deux jours et demi, la World Policy Conference nous propose de débattre d'un large éventail de sujets politiques, économiques, sociétaux et même technologiques pour lesquels nous éprouvons tous un vif intérêt.

Tout au long de cette conférence, des experts venant d'horizons divers nous aideront à mieux comprendre la dynamique actuelle du monde.

Ali Babacan



Revue de presse

Félicitations! Votre

conférence WPC fait les

manchettes ici aux USA avec les

déclarations du Prince Turki. Un article

à la Une du Wall Street Journal ce matin.

Désolé d'avoir manqué la conférence

cette année.

Edward P. Djerejian

16 décembre 2013

The New York Times, October 9, 2008

In a speech on Monday to the World Policy Conference in Evian, France, the Russian president, Dmitri A. Medvedev, called for a new global security framework that would challenge the United States' "determination to enforce its global dominance." He warned that American policy — in particular the expansion of NATO to Russia's borders and a planned missile defense system — was reviving the global divisions of the cold war. Russia, he said, is "absolutely not interested in confrontation."

Le Monde, 9 octobre 2008

Invité vedette de la World Policy Conference (WPC), qui a réunit plusieurs chefs d'État ou de gouvernement au bord du lac Léman, M. Medvedev a été le premier à donner un gage, en annonçant le retrait "avant minuit" mercredi des forces russes des zones tampons en Géorgie.

The Washington Post, October 28, 2010

The discussions in Marrakesh, organized by the French think tank IFRI, suggest that the deep costs — and social consequences — of a decade of global financial excess (and the uneven rescue effort it spawned) are sinking in more thoroughly for governments and citizens alike.

Bloomberg Businessweek, December 9, 2011

Turkish president criticizes EU 'negligence'
Abdullah Gul also called for revamping the U.N. Security
Council, suggesting its permanent members no longer reflected
the shift in influence from the postwar equation when the five nuclear powers
effectively steered world policy. His comments, to the World Policy Conference's
three-day session, were a restatement of Turkey's claim to prominence — in the
Middle East, the Mediterranean, and beyond.

The Economist, December 12, 2011

Printemps arabe: "Israël doit changer"

CASSANDRA has just been taking part in the World Policy Conference in Vienna — a meeting where the great and good, from the presidents of Turkey and Estonia to the Ecumenical Patriarch of Constantinople, swap speeches and ideas on the state of the world and how to improve it. Inevitably, today's reality tended to cast its shadow on tomorrow's possibilities.

L'Orient-Le Jour, 9 décembre 2011

Après le "printemps arabe", Israël doit "aussi changer" (Amr Moussa)
L'ex-secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, qui affiche ses ambitions
pour la présidence en Égypte, a estimé vendredi à Vienne qu'à la suite du
"printemps arabe", le changement devait toucher tous les pays de la région,
y compris Israël. "Nous connaissons un changement historique et sérieux", a
déclaré M. Moussa lors d'une conférence sur les relations internationales (World
Policy Conference) organisée par l'Institut français des relations internationales
(Ifri).

Xinhua News Agency, 9 décembre 2012

Les discussions dans les huit sessions plénières de cette édition portent aussi sur les relations sino-américaines, la finance internationale, l'énergie et l'environnement ainsi que sur la gestion des risques majeurs de la planète. Lancée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) en 2008 à l'initiative de Thierry de Montbrial, directeur général de l'IFRI, la World Policy Conference est devenue depuis un rendez-vous incontournable de la scène politique internationale.

The New York Times, December 15, 2013

Syria, Iran, nuclear issues and the Israeli-Palestinian conflict were the main focus for Prince Turki, who spoke at the World Policy Conference, a gathering of officials and intellectuals largely drawn from Europe, the Middle East and North Africa.

Les Echos, 15 décembre 2013

La sixième édition de la "World Policy Conference" a été l'occasion de faire le point sur l'état de l'économie mondiale. La crise est derrière nous mais les inégalités continuent de croître.

Tehran Times, December 12, 2013

Israel's official state radio has reported that a "historic meeting" was held between Israeli and Saudi diplomats on the sidelines of the World Policy Conference in Monaco.

Sponsors 2008-2013

Groupe OCP

Total

EFG Group

Principauté de Monaco

EADS

Institut Mérieux Lafarge

Rusal

AXA Research Fund PwC

Groupe Caisse des Dépôts Capgemini

Alcen

Poongsan Renault Nissan

GDF Suez

Banque

Generali

Korea Foundation Fondation Latsis

Fondation Zinsou EximBank Sanofi Aventis Vimetco alro

Novartis Raiffeisen Bank International

Grampet Group SN Nuclearelectrica SA













Partenaires médias 2008-2013

Financial Times

Bloomberg Businessweek

CNBC

France 24 France Inter

Le Nouvel Observateur

Le Figaro

L'Express

Al Jazeera

Les Echos Jeune Afrique Euronews

Caixin Media Company Ltd.

The Chosun Ilbo

El País

BFM Business

Monte Carlo Doualiya

WanSquare

An-Nahar

Maeil Business Newspaper

RFI

L'Orient-Le Jour

EurActiv



















































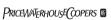










































































ORGANISATION

Ifri & Fondation WPC

Thierry de Montbrial

Président et Fondateur Ifri (Institut français des relations internationales) 27, rue de la Procession – 75015 Paris, France

Song-Nim Kwon

Directeur exécutif Tél. : +33 (0)1 40 61 72 81 E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Nicolas de Germay

Vice président
Fondation WPC
c/o Fondation Latsis Internationale
Rue Le Corbusier, 40-1208 Genève, Suisse



Crédits

Direction éditoriale Song-Nim Kwon

Réalisation World Policy Conference, Paris

Crédits photos

CLASH VISUEL© Bahi - © Christophe Peus - © Base64, CarolSpears - © BBC Documentary - © Dana Smillie/World Bank - © Darla Hueske - © infocux Technologies - © International Energy Agency - © Itay Bar-Lev - © John Hogg/World Bank - © Jonathan Rashad - © Labour Youth - © lecercle - © Mazur/catholicnews.org.uk - © N.A.T.O. - © NASA Photos - © Nicolas Bertrand/Taimani Films/World Bank - © Simone D. McCourtie/World Bank - © The Tax Haven - © The U.S. Army - © UN Photo/Jean-Marc Ferré - © UN Photo/Albert Gonzalez Farran - © UN Photo/Eskinder Debebe - © UN Photo/Evan Schneider - © UN Photo/Logan Abassi - © UN Photo/Luke Powell - © UN Photo/Sophia Paris - © UN Photo/Tim McKulka - © UN Photo - © Wayan Vota - © Wonderlane - © World Bank Photo

Graphisme et mise en page Mathilde Gaultier Imprimé en France Mai 2014

Tous droits réservés ISBN 978-2-36567-274-0





www.worldpolicyconference.com www.worldpolicyconferencetv.com www.ifri.org